Bretagne : finances de la région

Région · 3 510 488 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Bretagne affichait un encours de dette de 1,7 Md€, soit 488 € par habitant, une épargne brute égale à 19,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 6,8 ans.

Dette par habitant
488 €
1,7 Md€ au total

Capacité de désendettement
6,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
19,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
302 € / hab.
1,1 Md€ au total

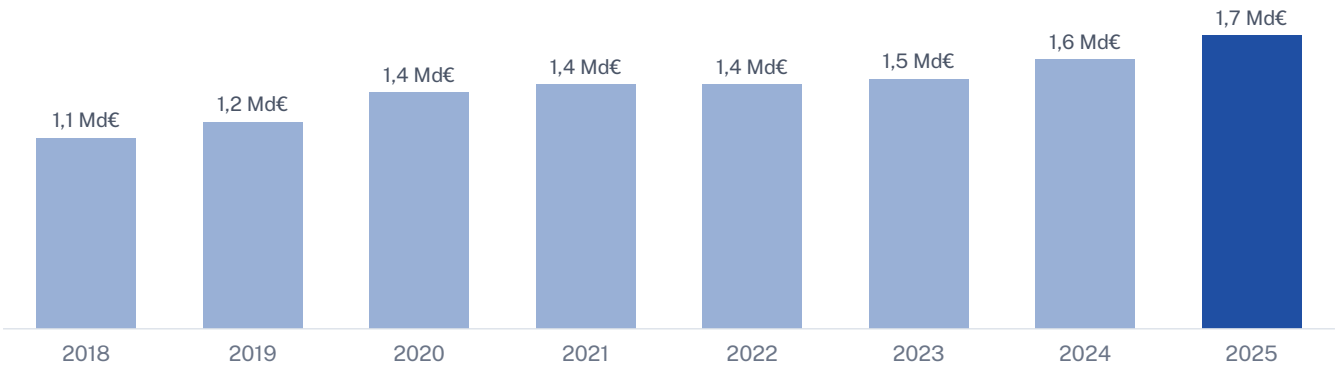
Les comptes de la région en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 17 régions et collectivités territoriales uniques dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	302 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	19,6 %	59 € par habitant : parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	19,1 %	71 € par habitant : parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Est-elle endettée ?	488 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Investit-elle ?	57 €	un peu au-dessus de la moitié des régions.
Combien rapportent les impôts locaux ?	-3 €	un peu en dessous de la moitié des régions.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,1 Md€ en 2018 à 1,7 Md€ en 2025 (+53,8 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,1 Md€	22,1 %	4,1 ans	173,9 M€
2019	1,2 Md€	24,5 %	3,8 ans	203,3 M€
2020	1,4 Md€	24,4 %	4,7 ans	177,7 M€
2021	1,4 Md€	24,1 %	4,7 ans	200 M€
2022	1,4 Md€	24 %	4,5 ans	221,4 M€
2023	1,5 Md€	22,4 %	4,8 ans	183,8 M€
2024	1,6 Md€	20,2 %	5,8 ans	194,9 M€
2025	1,7 Md€	19,1 %	6,8 ans	201,7 M€

La dette de toutes les collectivités de la région

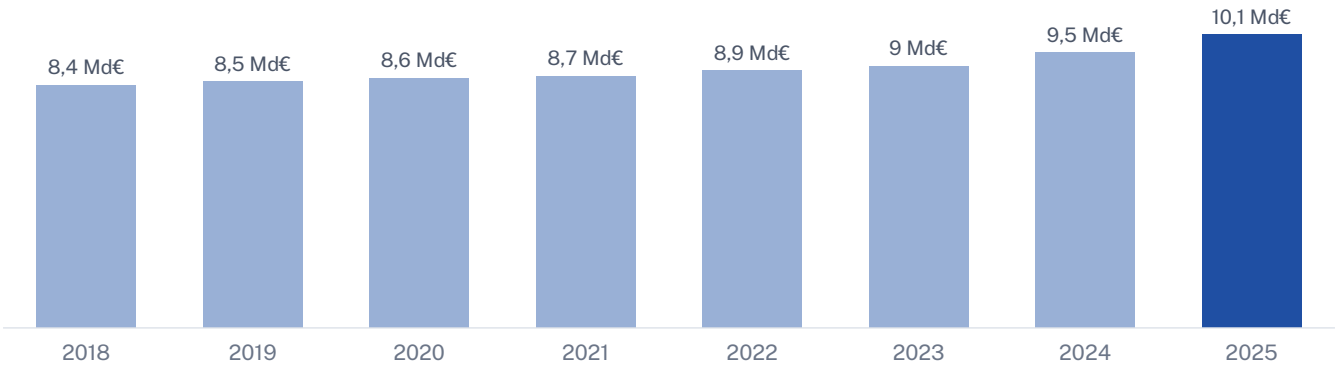
Communes, intercommunalités, départements, région et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025.

Dette fin 2025
10,1 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
2 884 €
3 508 179 habitants

Depuis fin 2018
+20,9 %
1,7 Md€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	3,1 Md€	3,2 Md€	+4,7 %	31,8 %	916 €
Intercommunalités	2,3 Md€	3,4 Md€	+47,7 %	33,8 %	976 €
Départements	1,4 Md€	1 Md€	-25,6 %	10 %	288 €
Régions et collectivités uniques	1,1 Md€	1,7 Md€	+53,8 %	16,9 %	488 €
Syndicats	514,1 M€	758,3 M€	+47,5 %	7,5 %	216 €
Total	**8,4 Md€**	**10,1 Md€**	**+20,9 %**	**100 %**	**2 884 €**

Par département, du plus endetté par habitant au moins endetté (bloc communal, département et syndicats ; la dette de la région n'est pas répartie).

Département	Dette 2025	Par habitant	Depuis 2018
Ille-et-Vilaine	3,4 Md€	3 033 €	+32 %
Côtes-d'Armor	1,5 Md€	2 440 €	+7,7 %
Finistère	2 Md€	2 107 €	+16,9 %
Morbihan	1,4 Md€	1 802 €	-5,6 %

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Les métiers des habitants

1 401 710 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 1 405 320 emplois, soit 99 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,1 %	1,3 %	2,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,8 %	6,6 %	7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	16,6 %	20,1 %	16,3 %
Professions intermédiaires	26,7 %	26,4 %	26,4 %
Employés	25,5 %	26,1 %	25,6 %
Ouvriers	22,3 %	19,5 %	22,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bretagne

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	30 000	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	24 710	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	21 630	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	20 630	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	19 760	1,4 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	19 500	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	19 180	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	18 280	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	17 090	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	15 850	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	15 680	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	15 340	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Bretagne) : 129 244 au moins, dont 48,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	6 470	43,8 %
Agents d'entretien de locaux	6 056	52,5 %
Aides-soignants	4 967	63,9 %
Agriculteurs	4 681	44,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	4 313	43,1 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	4 056	71,2 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	3 937	37,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	3 925	34,3 %
Employés de libre service	3 676	31 %
Cuisiniers	3 250	62,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Bretagne
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	aucun projet publié
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	8,4 M€ pour 9 aides

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.